

L'agriculture varoise en quête de nouvelles terres

Créateurs de richesse, les agriculteurs varois ont besoin de plus de terres. Mais, bien conscients des enjeux environnementaux, ils s'engagent pour un développement durable de leur activité

Pour sa toute première session en tant que présidente de la chambre d'agriculture du Var, Fabienne Joly, élue le 1^{er} mars dernier, ne pouvait pas rêver meilleur lieu que la commune de La Londe-les-Maures. Avec un maire qui est également viticulteur, c'est en effet la garantie d'un accueil bienveillant. À l'heure de « l'agribashing », les paysans varois auront sans doute apprécié.

En terrain ami, Fabienne Joly en a donc profité pour présenter lundi son « plan de conquête et reconquête agricoles », l'un des axes prioritaires sur lesquels elle et son équipe avaient fait campagne.

Avec 140 000 emplois directs et indirects et 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, l'agriculture pèse dans l'économie de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. « Mais comme tout secteur économique, il a besoin de se développer », commente Fabienne Joly.

Comme neige au soleil

Et pour cela, il lui faut obligatoirement inverser la tendance en récupérant des terres cultiva-



En soixante ans, les espaces agricoles varois, « pris en étau entre une urbanisation grandissante et des milieux naturels fortement étendus et surprotégés », ont fondu comme neige au soleil.

(Photos doc Philippe Arnassan et DR)

bles. En soixante ans, les espaces agricoles varois, « pris en étau entre une urbanisation grandissante et des milieux naturels fortement étendus et surprotégés », ont en effet fondu comme neige au soleil. Aujourd'hui, ils ne représentent

plus que 12 % de la surface du département, contre 37 % en 1950 ! Après consultation des différentes filières agricoles varoises, la chambre d'agriculture du Var estime les besoins à 10 000 hectares supplémentaires à l'horizon 2030. Ça peut

paraître beaucoup, mais « ça ne représente que 8 % des surfaces agricoles perdues ces soixante dernières années », relativise Fabienne Joly.

Les agriculteurs varois peuvent se montrer optimistes : le foncier existe. Deux gisements ont

même été clairement identifiés : les friches – des espaces agricoles à l'abandon depuis plus de trois ans – et les espaces boisés à potentiel agricole.

Un projet sélectionné par le ministère

« Sans compromettre la viabilité des populations naturelles existantes et la présence des espèces sur le territoire », précisent les agriculteurs, bien conscients des enjeux environnementaux, dans leur profession de foi remise lundi au préfet du Var.

Un document signé par 29 organisations professionnelles agricoles représentant l'ensemble des filières du Var.

Les paysans varois ont toutes les raisons de croire qu'ils seront accompagnés dans leur démarche de reconquête des terres, puisque, comme l'a annoncé Fabienne Joly, leur projet de développement durable « a été sélectionné par le ministère de l'Agriculture comme programme exemplaire et sera financé dès cette année pour être étendu à l'ensemble de la région ».

P.-L. P.

plpages@varmatin.com

Les agriculteurs ont soif d'eau

Avec le réchauffement climatique, déjà bien présent certes, mais qui devrait encore s'aggraver dans un futur proche, l'irrigation est devenue la préoccupation première des agriculteurs varois, et plus encore celle des viticulteurs.

Et le sujet a inévitablement été abordé lundi lors de la session de la chambre d'agriculture du Var.

Pour Éric Pastorino, président du syndicat des Côtes-de-Provence, « la survie de l'agriculture varoise, et plus largement de l'économie, passe obligatoirement par l'irrigation ».

Des travaux colossaux

Le vigneron de Gonfaron alerte : « Les pertes de parts de marché, dès lors qu'on ne peut pas fournir les volumes, sont très difficiles à regagner ». Et d'appeler à « une accélération des travaux d'aménagement » programmés par la Société du canal de Provence (SCP) présidé par le conseiller régional Philippe Vitel. Des travaux colossaux si l'on



Les représentants de l'ensemble des filières agricoles du Var ont élaboré une profession de foi pour un développement durable agricole. Un document qu'ils ont remis lundi au préfet du Var.

en croit le plan pluriannuel d'investissements présenté par Philippe Vitel lui-même. « À 20 ans, 620 millions d'euros de travaux sont programmés, dont 300 pour le seul département du Var. Les investissements hydroagricoles permettront d'irriguer 30 000 hectares supplémentaires, dont

20 000 dans le Var », a-t-il expliqué avant de préciser : « Les besoins agricoles en eau ne représentent aujourd'hui que 20 % des volumes mobilisés par la SCP ».

En cas de crise

Sur ce sujet, Fabienne Joly a déclaré : « L'eau, il faudrait qu'on

puisse l'utiliser dès le mois de mai et pas uniquement en cas de crise ». La présidente de la chambre d'agriculture du Var a par ailleurs rappelé l'urgence à raccorder les terres agricoles de Cuers-Pierrefeu au canal de Provence.

P.-L. P.

La collectivité Porte-des-Maures s'engage

Maire de La Londe-les-Maures, commune qui compte « près de 100 exploitations agricoles », François de Canson, lui-même viticulteur, est à l'écoute du monde paysan. Il l'a encore démontré lundi en signant, en sa qualité de président de la communauté de communes Méditerranée/Porte-des-Maures, un partenariat pluriannuel (2020-2023) avec la chambre d'agriculture du Var et l'association des vigneronns de l'AOC Côtes-de-Provence/La Londe. Ce partenariat consiste en « un projet environnemental expérimental mené auprès des 33 domaines membres de l'association des vigneronns ». Il sera notamment axé sur « l'accompagnement des viticulteurs dans la transition agroécologique de leurs exploitations ». En clair : « La recherche d'une sortie du glyphosate ». Par ce partenariat, la communauté de communes Méditerranée/Porte-des-Maures s'engage à aider financièrement les vigneronns londaïs à hauteur de 17 623€. François de Canson a tenu à préciser que « la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur soutient également cette initiative pour 27 112€ ».

P.-L. P.